ID: 026-212601249-20250926-DEC 2025 059-AR

DECISION N° DEC-2025-059

OBJET: CONVENTION AVEC LA PREFECTURE DE LA DROME / MISE SOUS PLI ET COLISAGE DE LA PROPAGANDE ELECTORALE

DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE (ARTICLE L2122 – 22 C.G.C.T.)

Le Maire de la commune d'ÉTOILE SUR RHONE

Vu la délibération du conseil municipal n° 2020-020 du 26 mai 2020 transmise en Préfecture le 26 mai 2020, portant délégation d'une partie de ses pouvoirs de décision au Maire conformément aux articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Vu l'article L.2511-6 du code de la commande publique ;

Vu l'article L.241 du code électoral ;

Vu les dispositions réglementaires encadrant la propagande électorale ;

DECIDE

Article 1: De signer avec la préfecture de la Drôme, représentée par la Préfète, la convention relative à la réalisation de la mise sous pli et du colisage de la propagande électorale.

Article 2: À l'occasion des élections municipales de mars 2026, la convention aura pour objet de confier à la commune les opérations suivantes, pour chaque tour de scrutin :

- Mise sous pli de la propagande électorale à destination des électeurs ;
- Colisage des bulletins de vote à destination des bureaux de vote

Article 3 : La dotation allouée à la commune pour cette opération sera arrêtée à l'issue de chaque tour selon les modalités et tarifs définis dans la convention.

Article 4: La présente décision, qui sera publiée sur le site internet de la commune et fera l'objet d'une information au Conseil Municipal lors de la prod=chaine séance, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois, à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Grenoble, 2 place Verdun 38 022 GRENOBLE, ou d'un recours gracieux auprès de la commune, étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal susmentionné. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours Citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le 26 septembre 2 Le Maire,

Françoise CHAZ